La révolution islamique d'Iran

Terminal Histoire tronc commun

Thème 3 : les remises en cause économiques, politiques et sociales des années 1970 à 1991

Chap.1 La modification des grands équilibres économiques et politiques

« la révolution iranienne marque l'émergence de l'islamisme sur la scène politique et internationale » « On peut mettre en avant : la révolution islamique d'Iran et le rejet du modèle occidental ; »

Si, au gré de l'actualité, l'Iran remplace aujourd'hui l'Irak comme ennemi principal des États-Unis dans l'esprit des élèves, l'évocation de la révolution de 1979 doit permettre de déconstruire un certain nombre d'idées préconçues. Les angles d'approches possibles sont nombreux et gagneraient à être croisés : la révolution islamique remet en question le schéma d'un monde bipolaire durant la guerre froide, ainsi que l'idée d'unité du monde musulman ; l'islamisme iranien a peu à voir avec l'islamisme djihadiste qui se développe quinze ans plus tard ; la modernité de l'Iran ne laisse pas de surprendre, à l'opposé de l'image traditionnaliste et arriérée qui colle au pays.

On présentera ici d'abord la situation géopolitique de l'Iran avant la révolution, puis la révolution de 1979 elle-même avec ses principaux protagonistes, enfin les conséquences géopolitiques qu'elle induit.

Situation géopolitique de l'Iran avant la révolution de 1979

La situation géographique de l'Iran explique bien des éléments de sa politique. Le territoire est difficile, pouvant être résumé à un désert salé d'altitude, entouré de montagnes, au milieu d'une zone sismique très instable. Mais il est riche en pétrole découvert sur le littoral du golfe persique en 1908. Il est enfin à la croisée de la route de la soie (entre monde turc et monde indien) et de la route qui relie le monde russe au Moyen-Orient. Aussi les britanniques tentent-ils de s'y établir au lendemain de la Première guerre mondiale, déstabilisant de fait la monarchie Qajar en place. En 1921, un coup d'état militaire donne le pouvoir à un jeune officier qui se fait proclamer shah cinq ans plus tard sous le nom de Reza Khan Sardar Sepah; Mohamad Reza Shah, son fils, lui succède en 1941. L'un comme l'autre mènent une politique parallèle à celle qu'impose Mustapha Kemal en Turquie, tant dans la volonté de modernisation de l'état que dans celle d'affirmer un nationalisme iranien. La modernisation est conduite à marche forcée: interdiction du voile pour les femmes (1935), réforme du calendrier (1975) et entre les deux, réforme agraire de 1962-1966 qui déstabilise les structures sociales du pays et fâche les institutions religieuses propriétaires de grandes fondations de mainmorte.

Le nationalisme s'exprime lui par le choix définitif du nom d'« Iran » en 1935, attaché aux Sassanides, alors que la « Perse » est le nom hérité des Grecs. Mais tandis que le reste du monde musulman appuie son nationalisme sur des partis de gauche, l'expérience du premier ministre social-démocrate Mossadegh (nationalisation de l'Anglo-Iranian Oil Company par exemple) échoue en 1953, sous la triple opposition du Shah, des religieux anti-communistes, et des services secrets occidentaux.

En effet Mohamad Reza Shah joue l'alliance américaine pour s'émanciper de la domination britannique et faire face à la menace soviétique. En 1964 par exemple, l'extraterritorialité

juridique est accordée au personnel militaire américain basé en Iran, tandis qu'un contingent iranien symbolique est envoyé se battre au Vietnam. Or le régime est de plus en plus autoritaire, les services de renseignement (SAVAK) sont transformés en police politique. En 1975 un système de parti unique est mis en place, la monarchie appuyée sur la rente pétrolière se coupe de la base populaire. L'élection de Jimmy Carter et ses discours moralistes ébranlent cependant le régime et l'obligent à faire des concessions aux libéraux.

La révolution de 1979

En l'absence de leaders politiques d'opposition, ce sont les autorités religieuses qui mènent les mouvements contestataires. La tension augmente à l'été 1978, enclenchant un cycle de manifestations-répressions, tandis que bavures et provocations se multiplient de part et d'autre (l'incendie du cinéma Rex à Abadan fait près de 500 morts). La libéralisation intervient trop tard. Fin décembre 1978 le shah nomme comme premier ministre le social-démocrate Chapour Bakhtiar, tout en lui refusant l'exercice effectif du pouvoir. Le 16 janvier 1979, malade, lâché par l'administration Carter, Mohamad Reza Shah est contraint à l'exil sans trouver de destination politiquement sûre (Égypte, Maroc, Mexique ...). Son hospitalisation aux États-Unis est le prétexte à la prise d'otages de l'ambassade américaine de Téhéran. Il décède au Caire fin juillet 1980.

Ruhollah Khomeyni, en exil depuis 1964 (en Turquie, en Irak, puis à partir de 1978 en France à Neauphle-le-Château), alors un des « guides religieux suprêmes » qui a pris l'ascendant sur ses pairs, rentre triomphalement à Téhéran le 1^{er} février 1979. La république islamique d'Iran est proclamée le 11 février 1979.

Le renversement du shah est lié à la collusion de trois groupes.

Les partis de gauche d'abord. Le parti communiste (Tudeh), fondé en 1941 est bien implanté, mais concurrencé par une myriade de groupes souvent marxistes (Fedayin du peuple) ou islamo-marxistes (Modjaheddin du peuple).

Les libéraux ensuite. Le premier ministre nommé par Khomeiny le 5 février, Mehdi Bazargan, n'a pas un profil très différent de celui de Chapour Bakhtiar. Tous deux ont fait des études supérieures en France, y ont combattu les nazis pendant la Deuxième guerre mondiale, puis revenus en Iran, ont travaillé avec Mossadegh et, suite à son échec, ont connu les geôles du shah pour leur activisme politique.

Les religieux enfin, regroupés dans la ville sainte de Qom, sous la conduite de l'ayatollah Khomeiny. Ce dernier groupe bénéficie de deux paradoxes : un renversement progressif de la doctrine religieuse shiite et une mésestimation de la figure de Khomeiny par l'Occident. Suite à l'Occultation majeure de 941 le shiisme était dans un premier temps devenu quiétiste c'est-à-dire refusait tout implication dans la sphère politique. Mais depuis le XIV^e siècle se développait l'idée selon laquelle le pouvoir devait revenir au juriste-théologien, aboutissant au concept du *velayat e fakih* développé par Khomeiny, qui confère aux religieux la primauté sur le pouvoir politique. En 1979 la doctrine sur laquelle s'appuie la prise du pouvoir est donc fermement établie. Hors de ces réflexions théologiques, c'est la position de l'ayatollah qui est mal comprise par l'occident. En France, Foucault aussi bien que Sartre voient en lui un nouveau Gandhi proposant une alternative au capitalisme libéral. Aux États-Unis, l'administration Carter a probablement cru pouvoir le maintenir dans l'alliance américaine. Or, une fois au pouvoir, Khomeiny joue habilement des divisions entre libéraux et partis de gauche.

Premier acte, le 4 novembre 1979 des étudiants s'emparent de l'ambassade américaine avec l'approbation de l'ayatollah, ce qui commence par faire tomber le gouvernement Bazargan (le lendemain) et s'achève 444 jours plus tard avec la fin du gouvernement de Jimmy Carter (20 janvier 1981). Les libéraux, présentés comme des suppôts de l'impérialisme américain, sont éliminés et les partis de gauches sont obligés de s'aligner sur la position des religieux pour ne pas être discrédités. Deuxième acte, le 22 septembre 1980, l'Irak baathiste (donc « socialiste arabe ») de Saddam Hussein déclenche la « guerre imposée » (selon la dénomination iranienne) qui soude le pays derrière les dirigeants et permet d'éliminer les partis de gauche : le Tudeh est finalement interdit en 1982. Les islamistes tiennent alors seuls le pouvoir.

Situation géopolitique du Moyen-Orient après la révolution de 1979

La révolution de 1979 renverse les positions géostratégiques du Moyen-Orient. Elle décentre le conflit israélo-palestinien d'abord, elle fonde ensuite une alternative au modèle occidental (l'islamisme « politique »), elle réinvente enfin l'opposition shiite/sunnite qui conduit à une nouvelle forme d'islamisme « djihadiste ».

Les trente années précédentes avaient été polarisées par le conflit israélo-arabe, face auquel l'Iran était un allié de revers pour Tel-Aviv et Washington. La prise de pouvoir de Khomeiny renverse le front. Dès le 18 février 1979, il accueille Yasser Arafat à Téhéran, s'érigeant en protecteur de la cause palestinienne. À l'inverse, les régimes autoritaires arabes, échaudés par la défaite de 1967 et le semi-échec de 1973, se détachent du conflit palestinien. Entre ces deux dates, leurs rapports avec l'OLP s'étaient déjà nettement détériorés depuis le Septembre Noir de 1970. Par conséquent le conflit israélo-arabe requalifié en conflit israélo-palestinien n'est plus une priorité des agendas des différents états de la région. Remarquons que l'antisionisme des Iraniens n'a guère de raison d'être stratégique, si ce n'est pour assoir leur leadership sur les mouvements shiites du Proche-Orient, en particulier du Hezbollah libanais.

Les démonstrations médiatiques lors de la fête annuelle d'Ashoura durant laquelle les drapeaux américains sont brulés à grand renforts d'imprécations contre le « Grand Satan » impressionnent. L'imposition du voile, le poids du clergé à une époque où l'Occident pense le désenchantement du monde (Marcel Gauchet, 1985) semblent marquer le retour d'une société archaïque défiant la modernité. En parallèle, le régime iranien établit des contacts étroits avec Cuba, avec le Nicaragua, tout en établissant des relations correctes avec l'URSS malgré l'invasion de l'Afghanistan. Le rejet du modèle occidental semble complet. C'est dans ce contexte qu'apparaît le terme d'« islamisme », en France d'abord, avant de passer dans le monde anglo-saxon (Jean-François Clément, « Problèmes de l'Islamisme », Esprit, octobre 1980)¹. L'islamisme désigne alors une idéologie politique qui pense la société moderne dans sa complexité (État, classe, genre ...) et a pour but de l'islamiser. La mise en œuvre de la charia n'est donc que l'un des outils de cette politique. Antimoderne, l'islamisme est une réaction au monde contemporain, perçu depuis la période coloniale comme une agression contre une identité religieuse voire nationale. Pour autant, l'islamisme iranien est loin d'être un fondamentalisme prônant un retour au passé. Le vocabulaire employé, « République », « Révolution » marque l'inscription dans la modernité ; les révolutionnaires de 1979 sont essentiellement des intellectuels, médecins, ingénieurs et non

¹ Chateaubriand utilise l'adjectif « islamiste » en 1803 comme synonyme de musulman, puis l'usage du mot disparaît.

des membres du clergé. L'islamisme iranien s'inscrit donc comme un autre anti-impérialisme alternatif dans le contexte de la guerre froide.

L'islamisme iranien ne réussit pourtant pas à s'attacher l'ensemble de la « rue arabe », ni même l'ensemble des minorités shiites; même le Hezbollah libanais a un programme davantage nationaliste qu'islamiste. Et malgré les craintes des occidentaux, l'Iran cherche très peu à s'implanter dans les banlieues européennes. Par conséquent la révolution de 1979 qui se voulait universaliste se replie rapidement sur une défense des shiites, voire un simple nationalisme supplémentaire. Paradoxalement, c'est la guerre Iran-Irak de 1980, voulue par le parti Baas laïque, qui redonne petit-à-petit corps à l'opposition shiites/sunnites. Le conflit entre les deux grands courants de l'islam n'a rien d'intemporel. Depuis le XVII^e siècle (traité de Qasr-e Chirin de 1639), la frontière entre empire perse shiite et empire ottoman sunnite s'était stabilisée ; en mars 1975 même, l'accord d'Alger avait réglé le différend frontalier entre l'Irak et l'Iran sur le Chatt-el-Arab (le delta du Tigre et de l'Euphrate irakiens, rejoints par le Karoun iranien). Or si l'Iran s'inscrit d'emblée comme leader du monde shiite, l'Arabie saoudite n'assume que progressivement l'hégémonie sur le monde sunnite, en raison du recul des gouvernements nationalistes et de l'islamisation des sociétés par le bas, sous l'action par exemple des Frères Musulmans en Égypte. Résultat, l'Iran abandonne le djihadisme global aux mouvements sunnites. Poussés sur des positions très anti-iraniennes et anti-shiites à la fin des années 80 par l'Arabie Saoudite, ces mouvements débordent le royaume wahhabite et fondent un nouvel islamisme néo-fondamentaliste bien éloigné de l'islamisme politique iranien.

<u>Bibliographie</u>

- « Regards géopolitiques sur l'Iran », Hérodote, n°169, 2018/2
- Yann Richard, « La prise du pouvoir par l'âyatollâh Khomeyni », *Les collections de l'Histoire*, n°42, janv-mars 2009. en accès libre sur https://www.lhistoire.fr/la-prise-du-pouvoir-par-lâyatollâh-khomeyni
- Olivier Roy, « Les trois âges de la révolution islamiste », L'Histoire, vol. 281, nov. 2003, p.34-41
- Olivier Roy, « 1979. La révolution islamique en Iran », Le Débat, vol. 207, n°5, 2019, p. 82-87
- Marjane Satrapi, *Persepolis*, Paris, L'Association éd., coll. « Ciboulette », 4 tomes, 2000-2003

Illustration

La BNF propose une exposition virtuelle du photojournaliste Reza (http://expositions.bnf.fr/reza/declic/index3.htm). La photographie http://expositions.bnf.fr/reza/grand/05.htm résume à elle seule la révolution de 1979 : culte de la personnalité de Khomeiny, poids des religieux en dehors de lui anonyme, et importance de la communication moderne — qui s'adresse tant au peuple iranien qu'au reste du monde.

Pierre Mesplé

